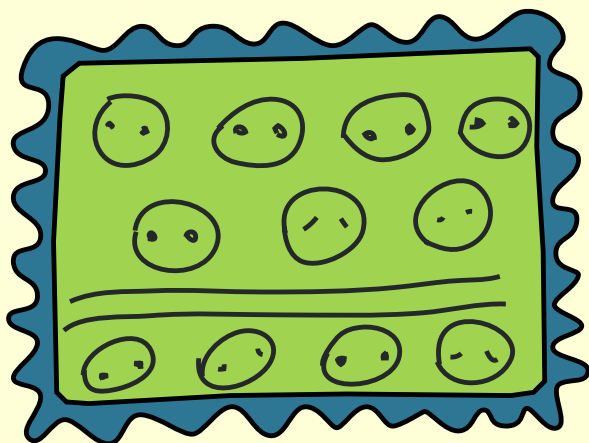




Bulletin n°1 Janvier 2003



HaCER

le programme en cours

Depuis le "bulletin zéro" paru en juin 2002, le programme HaCER a multiplié son activité et prépare maintenant l'année 2003 qui s'annonce encore plus dynamique :

En septembre 2002 un premier séminaire a eu lieu à l'Assemblée Nationale à Paris, avec une nouvelle mission confiée par le Gouvernement Belge.

Puis, les participants sont intervenus dans de nombreuses réunions du Festival International de la Ville à Créteil.

Depuis, nous préparons activement une participation au spectacle-colloque "Habitants, policiers, acteurs de citoyenneté" à Marseille avec l'association MCRS prévues pour janvier 2003, qui devrait déboucher sur un programme euro méditerranéen sur le même thème impliquant notamment quelques groupes de HaCER.

Une nouvelle rencontre a eu lieu à la mi-décembre à Barcelone, suite à l'invitation de l'association Trinitat Nova qui organisait un congrès de quartier, "congrès de barri" de bilan de plus de six années de travail sur le projet participatif de renouvellement du quartier et ses perspectives.

En même temps, le site internet "hacer-europe.org" se structure et s'anime de jour en jour et un forum permet désormais des échanges et discussions directs entre les participants.

HaCER bonne année 2003

Ce bulletin est l'occasion de nous souhaiter les uns aux autres une excellente année 2003, remplie de projets et de perspectives de citoyenneté active. Une année pour développer également le réseau HaCER, les croisements d'expériences, les rencontres et les projets partagés.

A la mi-mars, nous nous rencontrons tous à Bruxelles, pour faire valoir la participation des habitants dans l'élaboration des projets urbains, auprès des institutions nationales et européennes.

D'ici là, souhaitons que le réseau HaCER soit un soutien attentif, encourageant et amical pour nos expérimentations.

HaCER

débat

Lors des rencontres de septembre, quelques grandes questions et aussi quelques points de vue contrastés ont été exprimés :



Un droit des habitants ?

Ferdinando, de l'Unione Borgate, propose que nous impulsions auprès de l'Europe la prise en compte des droits des habitants, ignorés notamment dans l'élaboration actuelle de la constitution européenne. On peut en effet constater que la prise en compte de grandes causes, comme, par exemple, les droits des femmes, sont passées par cette étape déclarative avant de pouvoir vraiment se développer.

Mais d'autres participants ne sont pas de cet avis et pensent que l'urgence est de développer davantage d'expériences de terrain. Ils craignent qu'une législation européenne agisse comme une injonction venue du haut et ne prenne pas assez en compte les spécificités de chaque territoire, qui devienne davantage une gêne qu'une aide.

Pour Anvers, notamment, c'est d'abord la mobilisation des habitants qui est une question prioritaire. Patrick Bodart de Periferia confirme qu'au Brésil, avec une législation plus ferme sur la participation, beaucoup d'habitants se plaignent d'un manque de valeur des pratiques. Ils préconisent plutôt de multiplier les actions de terrain jusqu'à ce que les usages imposent une loi.

Les deux points de vue sont-ils vraiment incompatibles ?

La représentativité

La démocratie de nos pays accorde des mandats de plusieurs années à des représentants. Ainsi beaucoup se déresponsabilisent jusqu'à l'élection suivante. Il n'y a pas d'espace de débat entre ces échéances.

À Tenever, l'expérience d'avoir délégué des habitants pendant un mandat de trois ans s'est heurtée au même problème, ceux qui n'étaient pas élus ne pouvaient prendre un rôle. Actuellement, les habitants sont en responsabilité par projet. Ainsi, la multiplicité des projets permet une implication plus importante. Silvia confirme une réelle amélioration de la mobilisation.

On voit aussi comment ce système aborde les actions de façon globale, plutôt que par secteur ou par territoire, comme cela se fait la plupart du temps dans la gestion urbaine institutionnelle. Cela questionne la représentativité des associations thématiques, souvent seules interlocutrices acceptées des institutions ou des bailleurs sociaux.



La médiation



À Anvers, le PASH fonctionne grâce à l'action de travailleurs sociaux payés par la municipalité. Cette dépendance n'influe pas sur leur action, ils sont complètement indépendants et définissent les projets avec les associations uniquement. Leur professionnalisme apporte une efficacité.

À l'inverse, Tenever constate une certaine méfiance vis-à-vis de travailleurs sociaux qui peuvent jouer un rôle de filtre et sont

souvent assimilés à l'institution. Il convient d'abord de restituer la confiance, pour cela, il vaut sans doute mieux exiger d'être soi-même présent à la table des négociations.

La sécurité

Ce sujet est récurrent dans les différents quartiers d'Europe et dans les discours. Deux attitudes antagonistes se discutent dans les débats d'HaCER :

À Anvers, les habitants du PASH ont fait le constat que l'institution est défaillante ou ne se préoccupe pas suffisamment de ces questions. Certaines associations, dans des quartiers où les personnes âgées sont plus nombreuses et très anxieuses, ou dans lesquels il y a beaucoup de cambriolages et d'effractions se sont organisées pour construire un RIQ, qui est un système de quadrillage téléphonique du quartier par les habitants, en lien avec la police et les commerçants dès qu'un délit est signalé sur la voie publique.

À Montreuil, Ensemble notre Quartier s'est constitué en grande partie pour éviter cette tendance. Georgio affirme que la sécurité doit être de la prérogative de l'Etat, sous peine de voir monter des organisations du type milices. Les associations doivent apporter des réponses culturelles et éducatives, mais jamais déresponsabiliser les pouvoirs publics concernés face à cette mission.

L'Unione Borgate engage un combat producteur de richesses



Depuis son origine, l'action de l'Unione Borgate à Rome est de permettre aux habitants des Borgate de retrouver leurs droits d'habitants en faisant entrer leurs territoires dans le droit commun de l'urbanisme de la ville. Plus de 800 000 habitants sont en effet sur des zones illégalement urbanisées et ne peuvent pas bénéficier de services publics normaux dans leurs quartiers.

Après plusieurs actions plus ou moins performantes, l'Unione Borgate s'engage maintenant dans un projet d'envergure.

Il s'agit de travailler, quartier par quartier, avec les habitants, à l'élaboration d'un plan d'aménagement qui cède une part importante de la propriété privée foncière de chacun à la municipalité.

Ces terrains devront ensuite être source de revenus pour les pouvoirs publics dans le cadre d'une vente à des familles qui veulent construire.

Le bénéfice net de cette opération permettra à la municipalité de financer les services publics, les réseaux et l'espace public nécessaires à l'ensemble du quartier.

L'apport de ces services publics valorisera alors l'ensemble des terrains privés de chaque famille. Et le quartier rentrera ainsi dans la légalité.

Mais les temps de réaction de l'administration sont très longs. Les projets n'avancent pas. L'Unione Borgate envisage désormais de proposer à la municipalité que les habitants s'organisent eux-mêmes pour devenir les opérateurs des projets.

EMB Bloomsbury, comme 220 associations britanniques, peut évaluer et censurer l'action des pouvoirs publics



À Birmingham, l'association EMB Bloomsbury est l'un des acteurs décisionnels d'un dispositif de contrôle de la qualité de certains services de gestion de l'action publique.

Le dispositif établit les critères de valeur d'un service, comme, par exemple, l'entretien des espaces publics. Sur la base de ce contrat passé avec l'autorité locale, le dispositif vérifie régulièrement la réalisation.

Si les objectifs ne sont pas atteints, le dispositif peut décider de confier cette tâche à une société privée qui facturera son travail à l'autorité locale.

Cette nouvelle réglementation est une délégation de pouvoir aux associations impulsée par le gouvernement. Elle a été mise en place après un long processus de définition des objectifs avec les pouvoirs publics.

Congrès de "barri Trinitat Nova"



Les 12, 13 et 14 décembre 2002, l'association de quartier de Trinitat Nova à Barcelone organisait un congrès qui marquait l'aboutissement de six années de projets et de combat. Plusieurs représentants d'HaCER ont pu se joindre aux Barcelonais pour participer activement à cet événement.



Les habitants du quartier ont présenté, sous des formes très variées, leurs projets de restructuration et de développement, abordant autant les questions de logement ou d'urbanisme que les questions sociales, d'éducation ou d'animation.



La coopération avec les quartiers limitrophes ou européens fut l'un des sujets finaux des journées.

Mais l'un des aspects les plus impressionnants de cette expérience fut de constater à quel point tous les habitants présents dans ce congrès étaient devenus, grâce à une remarquable action d'éducation populaire, des militants passionnés et éclairés du développement durable.



L'action de Trinitat Nova, au-delà de son implication efficace sur le devenir du quartier, par sa capacité à mobiliser et à former les habitants, crée peu à peu un mouvement populaire déterminé.



Habitants, Policiers, acteurs de citoyenneté, avec le MCRS à Marseille

Après plus d'une année de travail entre l'association d'habitants MCRS et l'Ecole Nationale de Police autour (entre autres) d'un projet de théâtre forum conduit par la compagnie Naje, Marseille accueillera le 10 et le 11 janvier 2003 un spectacle-colloque, occasion de présenter des expériences de différents quartiers d'Europe et de Méditerranée.

Pour HaCER, le Pash de Anvers, Ensemble Notre Quartier de Montreuil-sous-Bois et une association du quartier de Tenever à Brême viendront croiser leurs expériences avec celles des Marseillais, notamment sur la question de la police de proximité dans une démarche préventive et non seulement répressive.

Le site internet de HaCER, un forum de discussion en ligne

L'Internet permet de trouver l'information rapidement, de présenter à tous ses actions, d'échanger des points de vue, de dialoguer... L'objectif est d'atténuer les problèmes de disponibilité et d'éloignement de chacun, pour permettre un débat permanent.

C'est le pari auquel tentent de répondre deux outils :
le site : www.hacer-europe.org
et le forum de HaCER :
forum.hacer-europe.org

Le Site, géré par arpenteurs, est accessible à tout le monde. C'est le lieu de présentation de HaCER, son calendrier, les dates à venir, les documents de référence, les fiches de présentation des actions des participants... Il présente également un "trombinoscope", une photo des participants.

Un gros travail, notamment de traduction, reste à faire. Quelques fiches de présentation des actions sont en place, mais d'autres manquent...

Le Forum, lieu de discussion de HaCER, est géré par les participants. Quelques rubriques sont accessibles à tous mais, pour la majorité, elles ne sont visibles que par les inscrits au groupe de discussion HaCER. Cela permet d'échanger entre nous sur les expériences, de discuter des projets, de participer aux ateliers...

Le forum débute timidement, déjà une vingtaine de participants sont inscrits et les discussions commencent à poindre, comme Ferdinando Cerrina qui propose, pour engager le débat des ateliers, un texte sur les droits des habitants ou encore sur le renouvellement urbain.

Ces pages Internet n'ont d'intérêt que si elles vivent, sont à jour, sont un lieu d'échange et de débat. Elles ne vivront que par et pour les acteurs de HaCER...

Alors à vos plumes et à vos claviers !

Prochaines dates

Le spectacle-colloque de MCRS à Marseille "Habitants, Policiers, acteurs de citoyenneté" les 10 et 11 janvier 2003.

Une journée à Brême le 22 janvier, pour la 100^{ème} réunion du Stadtteilgruppe leur forum de quartier avec lequel ils ont déjà mis en œuvre plus de 250 projets par la méthode de décision du consensus.

Le forum de Bruxelles les 14 et 15 mars. Le n°2 du bulletin sortira après ce forum.

HaCER prépare le forum de Bruxelles :

Le Ministère Fédéral Belge des Affaires Sociales, de la Santé Publique et de l'Environnement demande à HaCER d'organiser à Bruxelles, un forum international sur la participation citoyenne et les politiques urbaines dans les pays de l'Union Européenne, les 14 et 15 mars 2003.

C'est un travail qui doit permettre de présenter des expériences innovantes en les mettant en perspective avec le contexte réglementaire et législatif de leur réalité locale. "Habitat & Développement" de l'Université de Louvain la Neuve est chargé de préparer avec nous ce forum, de même que le groupe Participatie qui travaille avec des grandes villes belges. Les axes de préparation proposés pour le forum sont de trois ordres :

- la participation dans l'action politique,
- la participation, moteur de développement économique,
- la participation et les dimensions éducatives et culturelles.

Ont participé à la réalisation de ce bulletin

Hélène Allée - Anne Cordier
- Xavier Glorieux - Lénaïg Grand
- Anaïs Lukomski - Pierre Mahey

Éditeur responsable
AC-HaCER

Les groupes mobilisés de HaCER sont

Baron Backarna Economist Forening (BEF) à Orébro (Suède)
Per Hector, Per-Erik Andersson
per.hector@acesam.se

Comité de quartier de Hauts-Champs et Comité de quartier de l'Hommelet à Roubaix (France)
Ernest Gongolo, Bruno Lestienne
ernest.gongolo@wanadoo.fr

EMB Bloomsbury de Birmingham (GB)
Mark Lolley, Roger Saunders, Roy Read and Peter Harrisson
roy.read@virgin.net

Ensemble notre quartier de Montreuil-sous-bois (France)
Raymond Hirsh, Georgio Molossi, Jacqueline Rémi, Henri Retailleau
hretailleau@wanadoo.fr

Moulin de Arnhem (Pays Bas)
Roël Simons, Marie-Louise Buscher
rjwpsimons@zonnet.nl

La Plate-forme des locataires sociaux (Pash) de Anvers (Belgique)
Veerle Beernaert, Etienne Clinckers, Rick Criel, Erik Van Leuven, Jos Mevensen, Léa Mutsaerts, Frederik Willems
leamutsaerts@hotmail.com

Projektgrup de Brême (Allemagne)
Jorg Hermening, Silvia Suchopar, Ralf Krnavek, Monica Port
projektgruppe@bremen-tenever.de

Regards d'Habitants (France)
Michel Jonquel, Joëlle Lefeyer, Jean-Marie Vermerch
michel.jonquel@teaser.fr

Schebba et Médiation Citoyens Relais Schebba de Marseille (France)
Hélène Marx, Zoubida Meguenni
hmarx@club-internet.fr

Trinitat Nova de Barcelone (Espagne)
Atanasi Cespedes, Ruben David Fernandez
rubs@airtel.net

Unione Borgate de Rome (Italie)
Alemanno Barsocchi, Fernando Cerrina, Olga Passeretta, Rosa Petroni
md1839@amclink.it

Le comité d'orientation
Hélène Allée, «arpenteurs»
Céline Brailon, CNV
Marie-Pierre De Liège, CNV
Bernard Fargeot, Président AC-HaCER
Pierre Mahey, «arpenteurs»
Philippe Merlant, Place Publique

Contacts :

contact@hacer-europe.org
Site : www.hacer-europe.org
Pierre Mahey, 33/4 76 53 19 29
fax : 33/4 76 53 16 78

